

Décembre 2022

***Assurer la prospérité des
publications savantes en français
au Canada et son rayonnement à
travers le monde***

Mémoire soumis par Martin Maltais

**au Comité permanent
de la science et de la recherche
Chambre des communes du Canada**

Biographie

Martin Maltais est professeur en financement et politiques d'éducation à l'UQAR. Gestionnaire de proximité, il est un acteur clé de l'élaboration des politiques d'enseignement supérieur et du numérique au Québec (Canada). Auteur de plusieurs articles, rapports et communications concernant les politiques et le financement de l'éducation et de l'enseignement supérieur ainsi que de l'enseignement à distance, il a été conseiller de quatre ministres du gouvernement du Québec et directeur adjoint de deux d'entre eux depuis 2012.

1. Introduction et constats

Je tiens à remercier le comité permanent de la science et de la recherche de la Chambre des communes du Canada d'avoir fait porter ses travaux de l'automne 2022 sur les publications savantes en français. Comme je l'ai déjà relevé dans une sortie médiatique récente, il me semble clair (comme l'ont attesté les personnes et organisations qui ont été invitées à aller témoigner devant les membres du comité) que le destin du français au Canada, mais aussi à travers le monde, est lié à celui de la science. On trouvera mes sorties médiatiques sur la question ici :

- <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/768285/idees-le-destin-du-francais-est-lie-a-celui-de-la-science>
- <https://www.journaldemontreal.com/2022/10/28/le-destin-du-francais-est-lie-a-celui-de-la-science>
- <https://www.tvnouvelles.ca/2022/10/29/le-destin-du-francais-est-lie-a-celui-de-la-science>

Plusieurs organismes ont documenté les défis de la recherche en français au Canada, notamment l'ACFAS, qui publiait en juin 2021 un rapport qui faisait les constats suivants :

- au Canada les revues en anglais constituent la très forte majorité (au-delà de 90 % depuis 2005) de l'ensemble des revues créées au pays, ce qui laisse très peu de place à de nouvelles revues bilingues et encore moins en français. En fait, les revues en français ne représentent qu'environ 10 % des revues créées depuis les années 1960 au Canada;
- on remarque un déclin des articles en français autant dans les universités francophones en contexte minoritaire que dans celles du Québec.

2. Recommandations

Plusieurs organismes, dont l'ACFAS, ont déjà fait une série de recommandation auxquelles je souscris entièrement et que je fais miennes, mais que je souhaite bonifier ici de quelques autres recommandations :

- Le gouvernement du Canada devrait soutenir explicitement les revues scientifiques et les maisons d'édition universitaires qui s'engagent à traduire des auteurs francophones qui publient des travaux scientifiques importants en langue anglaise.
- Pour illustrer le type de problème que l'on observe, je vous présente un exemple très récent. J'ai codirigé un livre avec 3 autres scientifiques internationaux en langue anglaise, lequel sera publié par la maison d'édition Springer (analyse des systèmes d'enseignement supérieur aux États-Unis, au Canada et en Europe de l'Ouest) au printemps prochain. J'ai approché les Presses de l'Université du Québec pour traduire cet ouvrage (Springer est disposé à laisser aller les droits pour une parution en langue française et je me suis engagé à faire moi-même la traduction au cours de la prochaine année). La réponse de l'éditeur scientifique québécois? : « Après en avoir discuté avec l'équipe des PUQ, je dois malheureusement vous annoncer que nous n'irons pas de l'avant avec ce projet d'édition, notamment en raison des difficultés techniques d'un tel projet (la traduction française s'approcherait sans doute des 800 à 900 pages, et le prix de vente exploserait). Aussi, à notre avis, cet ouvrage, au Québec, s'adressera surtout à des chercheurs et étudiants des cycles supérieurs qui risquent **d'avoir déjà consulté la version anglaise** ». Aucune considération pour les chercheurs qui maîtrisent mal l'anglais ou le lisent peu... L'effet structurel d'une absence de traduction des travaux de grande envergure revient à créer deux classes de chercheurs.
- Le gouvernement du Canada devrait exiger des fonds subventionnaires que ces derniers :
 - Accordent des points aux demandes de subvention qui comptent dans l'équipe de recherche un pourcentage minimal de francophones (au moins 25%);
 - Accordent des points aux projets qui prévoient et réalisent effectivement une proportion des publications découlant de leurs travaux de recherche en langue française (au moins 25%);
 - Accordent des points aux projets qui prévoient tenir des événements scientifiques (colloques, congrès et autres) en langue française (au moins 25%);
 - Accordent des points aux projets qui prévoient des activités de transfert et de vulgarisation en langue française (au moins 25%);
 - Soutiennent financièrement avec des fonds supplémentaires dédiés, les organismes qui s'engagent sur l'un ou l'autre des 4 points précédents et que ces sommes touchent également le Québec où trop de travaux sont réalisés en langue anglaise.
- Le gouvernement du Canada devrait soutenir avec des fonds dédiés, les réseaux internationaux de langue française et la diffusion en langue française des résultats de recherche de francophones canadiens à travers la francophonie scientifique.
- Que le gouvernement du Canada, de concert avec les provinces intéressées dont le Québec, joue un rôle significatif dans ce qu'on appelle la diplomatie scientifique francophone, qui constitue le champ particulier des relations internationales où s'entrecroisent les intérêts de la science, en langue française, et ceux de la politique étrangère : un espace où la présence du Canada est faible et où se joue à mon sens l'avenir de la langue française. Il y a là un immense potentiel de développement et de collaboration où le Canada peut jouer un rôle stratégique.